RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de Maine-et-Loire

Commune de BARACÉ

Nombre de Conseillers

En exercice	: 15
Présents	: 12
Votants	: 12
Excusés	: 3
Absents	: 0

PROCÈS-VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 20 novembre 2023
à 20 h 00

L'an deux mille vingt-trois, le vingt du mois de novembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Christine RICHARD, Maire.

Date de la convocation : 13/11/2023

Présents : Christine RICHARD, Maire ; Tania LANGLAIS, Joël DRONNE, Adjoint ; Thierry MOREAU, Joël FROGET, Cédric CLAVREUL, Marion BODINEAU, Émerik GILBERT, Maud MOREAU-LANGLAIS, Graziella LEBEAU, Julien MICHELY, Wesley BOISARD Conseillers Municipaux.

Excusés : Marguerite DELVAL, Erwan CARAËS, Karine LAUNAY.

Madame le Maire déclare la séance ouverte à 20 heures 05.

Secrétaire de séance : Joël DRONNE

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance précédente.

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal décide de rajouter la question « FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement) ».

ORDRE DU JOUR :

1. RPQS 2022 Assainissement Collectif,
2. RPQS 2022 Assainissement Non Collectif,
3. FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement),
4. Zones d'accélération des énergies renouvelables,
5. Avenant convention transmission des actes,
6. Convention d'occupation du domaine public pour l'installation et l'exploitation d'équipements techniques,
7. Tableau des effectifs,
8. Cession de terrain,
9. Achat de terrain,
10. Repas des aînés,
11. Don Associations,
12. Questions diverses.

DCM2023/40 – RPQS 2022 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'article D.2224-1et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Maires ou les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents doivent présenter à leur l'assemblée délibérante, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard le 30 septembre 2023, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'Assainissement Collectif.

Ce document, destiné à l'information des élus et des usagers du service public, expose notamment les différents indicateurs techniques et financiers précisés dans le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, soit au plus tard le 31 décembre 2023.

Vu l'avis favorable de la commission assainissement du 6 septembre 2023 concernant RPQS Assainissement Collectif établi pour l'année 2022,

Il sera ensuite mis à disposition du public, accompagné de l'avis de l'assemblée délibérante, dans chacune des communes membres de l'EPCI dans les conditions prévues selon le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de l'EPCI.

Madame le Maire présente le RPQS Assainissement Collectif 2022 qui est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal.

DCM2023/41 – RPQS 2022 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'article D.2224-1et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Maires ou les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents doivent présenter à leur l'assemblée délibérante, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard le 30 septembre 2023, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'Assainissement Non Collectif.

Ce document, destiné à l'information des élus et des usagers du service public, expose notamment les différents indicateurs techniques et financiers précisés dans le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, soit au plus tard le 31 décembre 2023.

Vu l'avis favorable de la commission assainissement du 6 septembre 2023 concernant RPQS Assainissement Non Collectif établi pour l'année 2022,

Il sera ensuite mis à disposition du public, accompagné de l'avis de l'assemblée délibérante, dans chacune des communes membres de l'EPCI dans les conditions prévues selon le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de l'EPCI.

Madame le Maire présente le RPQS Assainissement Non Collectif 2022 qui est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal.

DCM2023/42 – FSL (FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT)

Chaque année, le conseil général sollicite notre participation au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement et ce, afin de permettre aux ménages les plus fragiles de notre

département de bénéficier d'aides financières leur permettant d'accéder ou de se maintenir dans un logement.

Notre participation pour l'année 2023 s'élève à 148,26 euros. Elle est composée d'une part fixe forfaitaire correspondant au nombre de logements HLM sur notre territoire.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal est d'accord pour participer.

DCM2023/43 – ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Madame le Maire informe les conseillers, qu'à l'issue de la concertation, aucune remarque ou nouvelle proposition n'a été inscrite sur le registre mis à disposition du public en Mairie du 09/10/2023 au 04/11/2023 concernant les zones d'accélération des énergies renouvelables proposées.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide que les zones d'accélération des énergies renouvelables seront :

- L'entreprise GADET Récupération Agricole et son parc, d'une superficie d'environ 6 hectares,
- L'Espace Lino Ventura, son stade et son parking, d'une superficie d'environ 1,7 hectare,
- Le terrain de la station d'épuration, pour une superficie d'environ 1,4 hectare,
- Le dépôt communal à Grohier, d'une superficie d'environ 1 hectare,
- Les toitures des particuliers, des bâtiments agricoles et artisanaux.

DCM2023/44 – AVENANT CONVENTION TRANSMISSION DES ACTES

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1 et L 2131-2;

Considérant que la commune souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses documents budgétaires soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant qu'elle souhaite aussi changer d'opérateur de transmission ;

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, après en avoir délibéré :

- décide de procéder à la transmission électronique des documents budgétaires au contrôle de légalité ;
- donne son accord pour que le maire signe l'avenant de la convention de mise en œuvre de la transmission électronique des documents budgétaires soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de Maine-et-Loire représentant l'État à cet effet, et le changement d'opérateur de transmission.

DCM2023/45 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

Le SIEML a engagé en 2021 le déploiement d'horloges connectées sur l'ensemble des installations d'éclairage public relevant de sa compétence, dans le cadre de son projet Territoire Connecté, issu lui-même du plan stratégique éclairage public pour le mandat 2021-2026. Les besoins de communication pour la télégestion des armoires d'éclairage public, en

quantité de données et en fréquence, ne nécessitent pas l'utilisation des réseaux de communication à haut débit. Les armoires d'éclairage public du SIÉML sont ainsi connectées à un réseau bas débit utilisant une bande « libre » d'une fréquence de 868 MHz, pouvant être exploitées sans autorisation ou déclaration préalable, par l'intermédiaire de stations radioactives spécifiques, dites « passerelles radio LoRa », composées d'une station de base, d'une antenne et d'équipements accessoires (un ou plusieurs supports d'antenne, des câbles et chemins de câbles, un coffret d'alimentation électrique et télécom), reliés par des liaisons filaires aux réseaux électriques et de télécommunications par des armoires ou des locaux techniques. L'ensemble est dénommé ci-après « équipements techniques ».

Les passerelles radio LoRa nécessitent d'être installées sur des points hauts permettant la captation d'un maximum d'horloges connectées sur son périmètre radio. Afin de faciliter leur déploiement, les sites d'accueil relevant du patrimoine des collectivités membres du Siéml sont privilégiés.

Dans ce cadre, le Siéml a demandé l'autorisation d'implanter une ou plusieurs passerelles LoRa sur le domaine public. L'autorisation doit prendre la forme d'une convention d'occupation du domaine public.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal,

- Accepte la pose d'une antenne bas débit LoRaWan, rue Saint Julien au niveau du point N° 46 alimenté depuis l'armoire C5.
- Autorise Madame le Maire ou à défaut ses Adjointes, à signer la convention et à prendre toute décision utile à l'exécution, au règlement et à l'évolution de cette convention.

DCM2023/46 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Maire, rappelle au conseil municipal :

Conformément à [l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984](#), les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal, compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination de l'agent inscrit au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la suppression de l'emploi d'origine, et la création d'un emploi correspondant au grade d'avancement.

Il convient donc de créer un poste de Rédacteur principal 1^{ère} classe au 01/12/2023.

Le Maire propose :

- d'approuver le tableau des emplois permanents à temps complet ainsi modifié au 01/12/2023 :

Cadres d'emplois	Grades	Nb d'emplois
Filière administrative		
Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	1
Filière technique		
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	2

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide d'adopter :

- La suppression d'un emploi de Rédacteur principal de 2^{ème} classe et la création d'un emploi de Rédacteur principal de 1^{ère} classe.

Le tableau des emplois est modifié à compter du 01/12/2023.

DCM2023/47 – CESSION DE TERRAIN

Pour faire suite à une demande de Monsieur JOYEAU Emmanuel, propriétaire de Launay, Madame le Maire propose au conseil municipal de céder une portion du chemin communal.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- **DE CÉDER** pour 2 euros une portion du chemin de Launay de 549 m², cadastrée section A numéro 1 039, à Monsieur JOYEAU Emmanuel. Les frais de géomètre et de notaire seront à sa charge.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou à défaut ses Adjoints, à signer l'acte à intervenir chez Maître Sandrine MARADAN.

DCM2023/48 – ACHAT DE TERRAIN

Sur Proposition de Madame le Maire et à l'unanimité, le conseil municipal décide d'acquérir la parcelle cadastrée B 865 de 175 m², située rue Saint Julien à Baracé et appartenant aux conjoints BOISSONNET, au prix de 3 500 euros hors frais de notaire.

Il autorise Madame le Maire ou à défaut, l'un de ses Adjoints, à signer tout acte à intervenir chez Maître Sandrine MARADAN, notaire à DURTAL.

DCM2023/49 – REPAS DES AÎNÉS

Sur proposition de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide que la participation des accompagnants de moins de 65 ans au repas des aînés sera de 32,50 euros.

DCM2023/50 – DON ASSOCIATIONS

Pour faire suite à l'animation « cinéma plein air » qui s'est déroulée le 16 juin dernier à l'Espace Lino Ventura, l'Association du Comité des Fêtes a décidé de faire un don de 150 euros à la commune et l'Association Livres et Loisirs a décidé de nous faire un don de 600 euros.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal accepte le don de 150 euros du Comité des Fêtes et le don de 600 euros de Livres et Loisirs.

QUESTIONS DIVERSES

1. COMMISSIONS CCALS :

- Urbanisme : 4 réunions publiques sont prévues en décembre sur le territoire avec différents thèmes pour informer la population sur le PLUi. Une permanence se tiendra également à la mairie de Baracé le 13 janvier 2024 à 9h00.
- SMBVAR : Un exercice devra être organisé tous les 5 ans pour le PCS (Plan Communal de Sauvergarde). La commune s'est inscrite pour un exercice sur les risques d'inondation.

2. COMMISSIONS COMMUNALES :

- Cadre de vie : Une épicerie ambulante, « L'épicerie d'Sandrine », sera présente tous les lundis matins Place de l'Église à partir de décembre. Concernant le marché, un sondage devra être réalisé pour connaître les attentes et les besoins des habitants.
- Enfance/Jeunesse : Le 30 septembre, 7 conseillers municipaux juniors ont été élus : Ryan CHARTIER CHEVALLIER, Maire Junior, Élyne BOUSSEAU, Kylian HARDY, Manon CLAVREUL, Roxane BEAUGER, Arthur BEAUGER, Natsu CHARTIER CHEVALLIER, conseillers municipaux juniors. Ils tiendront un stand au marché de Noël avec la POP ID.

- Bâtiments : Les travaux du logement du café devront être réalisés à nos frais suite au passage de l'expert de Groupama.
- Voirie : Nous avons reçu les devis pour la réfection de la route de la Bergeottière et ceux-ci sont d'un montant beaucoup plus élevé que l'estimation prévue initialement dû à l'amiante trouvé dans le goudron suite au carottage effectué.

Madame le Maire présente également le projet d'aménagement du bourg proposé par l'ATD de Baugé. Le conseil municipal y a apporté quelques modifications.

3. Une formation, organisée gratuitement par Groupama, sur les gestes qui sauvent est proposée aux élus et agents le mardi 28 novembre de 19h à 21h à l'Espace Lino Ventura.
4. Des devis ont été demandés à Groupama pour revoir l'installation de l'alarme de la Mairie, pour la vidéosurveillance et un contrôle d'accès à la salle ainsi qu'une aide gratuite au Plan Communal de Sauvegarde en ligne.
5. À la demande de l'Association Les Z'Embaracés, Madame le Maire propose aux conseillers qu'il soit fabriqué un placard dans la salle des Associations pour stocker leurs affaires, la commune paierait les matériaux nécessaires. Le conseil municipal est d'accord.
6. À compter du 01/01/2024, la commission de contrôle des listes électorales sera composée de Monsieur Joël FROGET, conseiller municipal, Monsieur Albert RICHARD, délégué de l'administration, Madame Elisabeth LE GOUIC, déléguée du Président du Tribunal Judiciaire.
7. Police municipale : Pour faire suite à une rencontre organisé fin août entre les maires d'Étriché, Morannes sur Sarthe-Daumeray et Baracé, à l'initiative de la commune d'Étriché, il est proposé de réfléchir à une police municipale commune. Le conseil municipal n'y est pas favorable.
8. Madame Tania LANGLAIS demande aux conseillers s'ils seraient intéressés par une visite de l'incinération des déchets à Lasse.
9. Le reportage sur Perce-Neige sera diffusé le 4 décembre à 22h50 sur France 3.
10. Le conseil municipal n'est pas favorable à une nouvelle rencontre avec « Soleil du midi » concernant le parc solaire villageois.
11. Les Vœux de la CCALS se tiendront le 17 janvier à 19h à Villa Cipia à Seiches et ceux de la commune le 14 janvier à 15h.

Plus personne ne demandant la parole, et l'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 22 h 35.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

**Feuille d'émargement des conseillers municipaux
Séance du 20 novembre 2023**

NOM des conseillers	signatures	NOM des conseillers	signatures
Christine RICHARD		Marguerite DELVAL	<i>Excusée</i>
Tania LANGLAIS		Maud MOREAU LANGLAIS	
Joël DRONNE		Erwan CARAËS	<i>Excusé</i>
Thierry MOREAU		Karine LAUNAY	<i>Excusée</i>
Joël FROGET		Graziella LEBEAU	
Cédric CLAVREUL		Julien MICHELY	
Marion BODINEAU		Wesley BOISARD	
Émerik GILBERT			